Greffe
du Tribunal de Commerce de
LIBOURNE
36 RUE VICTOR HUGO BP 195
33504 LIBOURNE CEDEX

Accés à tous les greffes des

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

SARL FC2G.
30 COURS DES GIRONDINS
33500 LIBOURNE

Dépôt effectué par :

SARL CABINET BOUILLY
1, AV LOUIS DE CADOUDAL
LUSCANEN
56880 PLOEREN

Numéro RCS : LIBOURNE B 452 530 868 <18411/2004B00076>

Pièces déposées le 01/08/2006 Numéro : 261096
Procès-verbal d'Assemblée Extraordinaire du 20/06/2006 - Modification(s) statutaire(s)
Acte sous seing privé du 20/06/2006 - Cession de parts (ou Donation) declaration de don manuel FOURCEAUX GERARD - CLAUDINE PETRINY / FOURCEAUX CELINE
Acte sous seing privé du 20/06/2006 - Cession de parts (ou Donation) DON MANUEL FOURCEAUX GERARD ET PETRINY CLAUDINE / FOURCEAUX FRANCK CLAUDE
Statuts mis à jour du 20/06/2006 - Modification(s) statutaire(s)

Le Greffier,

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

cerfa

Formulaire obligatoire
en vertu de l'article 635 C
du Code général des impôts

Cachet du service des impôts des entreprises

N° 2735

Date de réception :

DÉCLARATION DE DON MANUEL

(ARTICLE 635 A DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS)

(À déposer en double exemplaire au service des impôts des entreprises du domicile du donataire)

I DATE ET MODALITÉS DE RÉVÉLATION DU DON MANUEL

DATE 20/06/2006

MODALITÉS : AGE modificative du capital social

II DONATEUR(S)

DONATEUR N° 1.

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☒ NOM DE NAISSANCE : FOURCEAUX PRÉNOMS : Gérard Paul Claude

NOM MARITAL :

DATE DE NAISSANCE : 12/07/1947 COMMUNE : CARNAC DÉPARTEMENT 56

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° 6 TYPE DE VOIE : Rue LIBELLÉ DE VOIE : de PENTERN

CODE POSTAL : 56870 COMMUNE : BADEN

RÉGIME MATRIMONIAL : COMMUNAUTE LEGALE

DONATEUR N° 2.

Mme ☒ Mlle ☐ M. ☐ NOM DE NAISSANCE : PERRUY PRÉNOMS : Claudine Louise Paulette

NOM MARITAL : FOURNEAUX

DATE DE NAISSANCE : 28/09/1948 COMMUNE : BRANCOURT le Grand DÉPARTEMENT 02

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° ... TYPE DE VOIE : ... LIBELLÉ DE VOIE : ...

CODE POSTAL : ... COMMUNE : ...

RÉGIME MATRIMONIAL : COGERANCE LEGALE

III DONATAIRE

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☒ NOM DE NAISSANCE : FOURCEAUX PRÉNOMS : Franck Claude Olivier

NOM MARITAL :

DATE DE NAISSANCE 26/08/1970 COMMUNE : Saint Quentin DÉPARTEMENT 02

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° 47 TYPE DE VOIE : ... LIBELLÉ DE VOIE : Residence Parc Hayo

CODE POSTAL : 56840 COMMUNE : ST AVE

DEGRÉ DE PARENTÉ AVEC LE(S) DONATEUR(S) : Enfant

IV CERTIFICATION ET MODE DE PAIEMENT DES DROITS ÉVENTUELLEMENT DUS

	NUMÉRAIRE
	CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL
	VIREMENT DIRECT BANQUE DE FRANCE
	AUTRE

CERTIFIÉE PAR M. FOURCEAUX Gérard

A BADEN LE 13/7/2006

SIGNATURE

- *Cocher la case correspondant au mode de paiement utilisé.*
- *Établir les chèques bancaires et les chèques de virement postaux à l'ordre du TRÉSOR PUBLIC (sans autre indication).*

N° 2735 – 2006 01 8545 FO – (32mc) (140) Janvier 2006

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

V RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX BIENS

Description des biens	Montant ou valeur(s) à déclarer obligatoirement en euros
• SOMMES D'ARGENT Date de versement du don ..../..../.... Montant du don ..... Montant du don bénéficiant de l'exonération prévue à l'article 790 A bis du CGI ..... *cf. notice en page 4*	
• TITRES ACTIONS, OBLIGATIONS, DROITS SOCIAUX Nombre de titres donnés ..10..... En pleine propriété ☒ En nue-propriété ☐ En usufruit ☐ Valeur déclarée..... Forme et désignation de la société.. SARL FC2G ..... Adresse du principal établissement de la société 30 Cours de GIRONDINS 33500 LIBOURNE N° SIRET du principal établissement 4 5 2 5 3 1 0 1 8 6 8 0 0 0 1 0 Sociétés cotées : N° code ISIN ..../..../..../..../..../..../..../..../..../..../..../..../ Sociétés non cotées : Nombre total de titres de la société 100 parts Montant du capital social 10000 €	29090
• OBJETS D'ART *(à détailler)*..... .... Valeur déclarée.....	
• AUTRES BIENS *(à détailler)*..... .... Valeur déclarée.....	

VI RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES

Date (1)	Nom, qualité, résidence de l'officier ministériel (éventuellement)	Nom, prénom adresse du ou des donateurs	Description sommaire des biens	Valeur(s) en euros	Date d'enregistrement
03/01/06		FOURCEAUX Gérard PETRINY Claudine	Somme d'argent	8000	13/7/2006

(1) Il s'agit du jour de la signature de l'acte lorsque l'acte est authentique, du jour de l'enregistrement pour un acte sous seing privé ou du jour de la révélation pour un don manuel révélé.

CADRES RÉSERVÉS A L'ADMINISTRATION

VII | LIQUIDATION DES DROITS (en euros)

VIII | PAIEMENT DES DROITS

PRISE EN RECETTE

N° ..... DATE : .....

DROITS : .....

.....

PÉNALITÉS : .....

PRISE EN CHARGE

N° ..... DATE : .....

DROITS : .....

.....

PÉNALITÉS : .....

NOTICE EXPLICATIVE

UTILISATION DE LA DÉCLARATION N° 2735

Cet imprimé est réservé à la déclaration, par le donataire ou son représentant, des dons manuels, c'est-à-dire ceux qui se font par la simple remise d'objets mobiliers (sommes d'argent, titres, objets d'art, ...).

Concernant les dons de sommes d'argent versées, certains bénéficient à compter du 1er janvier 2006, d'une exonération du droit de donation dans la limite de 30 000 € par don effectué par un donateur à un donataire (article 790 A bis du code général des impôts). Plusieurs conditions sont requises pour bénéficier de cette exonération :

– le don de somme d'argent doit être consenti au profit d'un descendant ou, à défaut de descendance, d'un neveu ou d'une nièce ;
– les sommes reçues par le bénéficiaire du don doivent être affectées dans les deux ans de la donation soit à la souscription au capital d'une PME, soit à l'acquisition de biens destinés à l'exploitation d'une entreprise individuelle.

L'imprimé doit être accompagné du paiement des droits de donation auxquels les dons sont assujettis (articles 635 A et 757 du code général des impôts).

Si un cadre est insuffisant, compléter sur papier libre après avoir indiqué les nom et prénoms du donataire.

Qui déclare ? Le donataire ou, le cas échéant, son représentant.

Nombre d'exemplaires : Deux.

Où déposer ? Au service des impôts des entreprises du domicile du donataire.

Quand ? Dans le délai d'un mois qui suit la date à laquelle le donataire a révélé le don à l'administration (voir cadre I).

Paiement : La déclaration doit être accompagnée du paiement de l'impôt exigible en euros (cf. cadre IV).

CADRE I : DATE ET MODALITÉS DE RÉVÉLATION DU DON MANUEL

La révélation d'un don manuel rend obligatoire sa déclaration à l'administration fiscale par le bénéficiaire.

Préciser sur les lignes en regard de « Modalités », s'il s'agit d'une révélation :

– spontanée : lorsque la révélation résulte du dépôt de la déclaration ;
– en réponse à une demande de l'administration ;
– au cours d'une procédure de contrôle ou d'une procédure contentieuse.

CADRE II : DONATEUR(S)

Le donateur est la personne qui fait un don

Indiquer dans l'ordre :

– le titre : Mme ou Mlle ou M. ;
– les noms et prénoms dans l'ordre de l'état civil. Pour les femmes mariées ou veuves, indiquer les noms patronymique et marital. Ce dernier est précédé de la mention épouse, ou veuve, ou divorcée ;
– la date de naissance ;
– le lieu de naissance et le code du département ;
– l'adresse du domicile ;
– au cadre II, préciser le régime matrimonial et au cadre III le degré de parenté avec le(s) donateur(s).

CADRE III : DONATAIRE

Le donataire est la personne qui reçoit un don.

CADRE IV : CERTIFICATION ET MODE DE PAIEMENT

1° La déclaration est certifiée par le signataire :

– lorsque le signataire est le donataire, indiquer à la suite de « certifiée par », les nom et prénoms du donataire désigné au cadre III.
– lorsque le signataire est le représentant du donataire, celui-ci doit préciser ses nom, qualité et domicile.

2° Le paiement doit être effectué en euros. Le montant de l'impôt est arrondi à l'euro le plus proche. Les cotisations inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

CADRE V : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX BIENS DONNÉS

Description des biens : indiquer leur nature en cochant la case correspondante aux sommes d'argent, actions, obligations, objets d'art, ou autres biens. Compléter tous les renseignements permettant d'identifier les biens des sociétés cotées ou non cotées, notamment la forme et la désignation de la société, son adresse, le n° SIRET du principal établissement, le code ISIN pour les sociétés cotées, le nombre total des titres et leur montant du capital social pour les sociétés non cotées.

Valeur(s) : évaluer les biens à leur valeur vénale au jour de la révélation sans distraction des charges éventuelles.
Pour les sommes d'argent, indiquer la valeur nominale globale (somme reçue).
Pour les valeurs cotées en bourse, se référer à la cote officielle.
La valeur des biens est obligatoirement en euros. L'arrondissement est effectué à l'euro le plus proche. Les bases inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

CADRE VI : RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES

Servir ce cadre dans le cas où il est intervenu entre les parties visées aux cadres II et III une (ou des) donation(s) :

– non enregistrée(s) quelle que soit leur date ;
– enregistrée(s) depuis six ans au plus à compter de la date de révélation portée au cadre I (article 764 du code général des impôts).Dans la négative, porter la mention « NÉANT ».

CADRE VII : LIQUIDATION DES DROITS

Ce cadre est réservé à l'administration pour le calcul de l'impôt dû. Toutefois, lorsque vous connaissez les règles applicables, vous pouvez liquider et calculer les droits d'enregistrement dont vous vous estimez redevable, sous réserve d'un contrôle de l'administration (en respectant les règles d'arrondissement définies aux cadres IV et V).
La partie inférieure est toujours réservée au receveur des impôts.

SANCTIONS

En cas de dépôt hors délai ou d'insuffisance de déclaration, les sanctions fiscales applicables sont prévues aux articles 1727 à 1731 du code général des impôts.

cerfa

FORMULAIRE OBLIGATOIRE

Cachet du service des impôts des entreprises

N° 2735

Date de réception :

DÉCLARATION DE DON MANUEL

(ARTICLE 635 A DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS)

(À déposer en double exemplaire au service des impôts des entreprises du domicile du donataire)

I DATE ET MODALITÉS DE RÉVÉLATION DU DON MANUEL

DATE 20/06/2006

MODALITÉS : AGE modificative du capital social

II DONATEUR(S)

DONATEUR N° 1.

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☒ NOM DE NAISSANCE : FOURCEAUX PRÉNOMS : Gérard Paul Claude

NOM MARITAL :

DATE DE NAISSANCE : 12/07/1947 COMMUNE : CARNAC DÉPARTEMENT : 56

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° 6 TYPE DE VOIE : Rue LIBELLÉ DE VOIE : de PENDEREN

CODE POSTAL : 56870 COMMUNE : BADEN

RÉGIME MATRIMONIAL : Communauté légale

DONATEUR N° 2.

Mme ☒ Mlle ☐ M. ☐ NOM DE NAISSANCE : PÉRINY PRÉNOMS : Claudine Denise Paulette

NOM MARITAL : FOURCEAUX

DATE DE NAISSANCE : 28/09/1948 COMMUNE : BRANCOURT LE GRAND DÉPARTEMENT : 02

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° 1 TYPE DE VOIE : LIBELLÉ DE VOIE :

CODE POSTAL : COMMUNE :

RÉGIME MATRIMONIAL : COMMUNAUTÉ LÉGALE

III DONATAIRE

Mme ☒ Mlle ☐ M. ☐ NOM DE NAISSANCE : FOURCEAUX PRÉNOMS : Céline

NOM MARITAL : PIGEON

DATE DE NAISSANCE 10/03/1973 COMMUNE : Saint Quentin DÉPARTEMENT : 02

PAYS SI ÉTRANGER :

DOMICILE : N° 16 TYPE DE VOIE : Rue LIBELLÉ DE VOIE : du LENN

CODE POSTAL : 56870 COMMUNE : BADEN

DEGRÉ DE PARENTÉ AVEC LE(S) DONATEUR(S) : Enfant

IV CERTIFICATION ET MODE DE PAIEMENT DES DROITS ÉVENTUELLEMENT DUS

	NUMÉRAIRE
	CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL
	VIREMENT DIRECT BANQUE DE FRANCE
	AUTRE

CERTIFIÉE PAR : F. Fourceaux Gérard

A BADEN LE 13/7/2006

SIGNATURE :

- *Cocher la case correspondant au mode de paiement utilisé.*
- *Établir les chèques bancaires et les chèques de virement postaux à l'ordre du TRÉSOR PUBLIC (sans autre indication).*

N° 2735 - 2006 01 8548 FO - (Sinec 1469) Janvier 2006

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers, et aux libertés modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

V RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX BIENS

Description des biens	Montant ou valeur(s) à déclarer obligatoirement en euros
• SOMMES D'ARGENT Date de versement du don |_____| Montant du don ..... Montant du don bénéficiant de l'exonération prévue à l'article 790 A bis du CGI ..... *cf. notice en page 4*	....
• TITRES ACTIONS, OBLIGATIONS, DROITS SOCIAUX Nombre de titres donnés 10 ..... En pleine propriété ☒ En nue-propriété ☐ En usufruit ☐ Valeur déclarée..... Forme et désignation de la société.. SARL FC2G Adresse du principal établissement de la société 30 Cours de Girondins 33500 Libourne N° SIRET du principal établissement 6 5 2 5 3 0 8 6 8 0 0 0 1 0 Sociétés cotées : N° code ISIN |_____| Sociétés non cotées : Nombre total de titres de la société 100 parts Montant du capital social 10 000 €	29090
• OBJETS D'ART *(à détailler)*..... .... Valeur déclarée.....	.....
• AUTRES BIENS *(à détailler)*..... .... Valeur déclarée.....	.....

VI RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES *

Date [1]	Nom, qualité, résidence de l'officier ministériel (éventuellement)	Nom, prénom adresse du ou des donateurs	Description sommaire des biens	Valeur(s) en euros	Date d'enregistrement
03/01/06		FOURCEAUX Gérard PETRINY Claudine	Somme d'Argent	8 000	13/7/2006

1) Il s'agit du jour de la signature de l'acte lorsque l'acte est authentique, du jour de l'enregistrement pour un acte sous seing privé ou du jour de la révélation pour un don manuel révélé.

CADRES RÉSERVÉS A L'ADMINISTRATION

VII | LIQUIDATION DES DROITS (en euros)

VIII | PAIEMENT DES DROITS

PRISE EN RECETTE

N° ..... DATE : .....

DROITS : .....

.....

PÉNALITÉS : .....

PRISE EN CHARGE

N° ..... DATE : .....

DROITS : .....

.....

PÉNALITÉS : .....

NOTICE EXPLICATIVE

UTILISATION DE LA DÉCLARATION N° 2735

Cet imprimé est réservé à la déclaration, par le donataire ou son représentant, des dons manuels, c'est-à-dire ceux qui se font par la simple remise d'objets mobiliers (sommes d'argent, titres, objets d'art,).

Concernant les dons de sommes d'argent versées, certains bénéficient à compter du 1er janvier 2006, d'une exonération du droit de donation dans la limite de 30 000 € par don effectué par un donateur à un donataire (article 790 A bis du code général des impôts). Plusieurs conditions sont requises pour bénéficier de cette exonération :

– le don de somme d'argent doit être consenti au profit d'un descendant ou, à défaut de descendance, d'un neveu ou d'une nièce ;
– les sommes reçues par le bénéficiaire du don doivent être affectées dans les deux ans de la donation soit à la souscription au capital d'une PME, soit à l'acquisition de biens destinés à l'exploitation d'une entreprise individuelle.

L'imprimé doit être accompagné du paiement des droits de donation auxquels les dons sont assujettis (articles 635 A et 757 du code général des impôts).

Si un cadre est insuffisant, compléter sur papier libre après avoir indiqué les nom et prénoms du donataire.

Qui déclare ? Le donataire ou, le cas échéant, son représentant.

Nombre d'exemplaires : Deux.

Où déposer ? Au service des impôts des entreprises du domicile du donataire.

Quand ? Dans le délai d'un mois qui suit la date à laquelle le donataire a révélé le don à l'administration (voir cadre I).

Paiement : La déclaration doit être accompagnée du paiement de l'impôt exigible en euros (cf. cadre IV).

CADRE I : DATE ET MODALITÉS DE RÉVÉLATION DU DON MANUEL

La révélation d'un don manuel rend obligatoire sa déclaration à l'administration fiscale par le bénéficiaire.

Préciser sur les lignes en regard de « Modalités », s'il s'agit d'une révélation :

– spontanée : lorsque la révélation résulte du dépôt de la déclaration ;
– en réponse à une demande de l'administration ;
– au cours d'une procédure de contrôle ou d'une procédure contentieuse.

CADRE II : DONATEUR(S)

Le donateur est la personne qui fait un don

CADRE III : DONATAIRE

Le donataire est la personne qui reçoit un don.

Indiquer dans l'ordre :

– le titre : Mme ou Mlle ou M. ;
– les noms et prénoms dans l'ordre de l'état civil. Pour les femmes mariées ou veuves, indiquer les noms patronymique et marital. Ce dernier est précédé de la mention épouse, ou veuve, ou divorcée ;
– la date de naissance ;
– le lieu de naissance et le code du département ;
– l'adresse du domicile ;
– au cadre II, préciser le régime matrimonial et au cadre III le degré de parenté avec le(s) donateur(s).

CADRE IV : CERTIFICATION ET MODE DE PAIEMENT

1° La déclaration est certifiée par le signataire :

– lorsque le signataire est le donataire, indiquer à la suite de « certifiée par », les nom et prénoms du donataire désigné au cadre III.
– lorsque le signataire est le représentant du donataire, celui-ci doit préciser ses nom, qualité et domicile.

2° Le paiement doit être effectué en euros. Le montant de l'impôt est arrondi à l'euro le plus proche. Les cotisations inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

CADRE V : RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX BIENS DONNÉS

Description des biens : indiquer leur nature en cochant la case correspondante aux sommes d'argent, actions, obligations, objets d'art, ou autres biens. Compléter tous les renseignements permettant d'identifier les biens des sociétés cotées ou non cotées, notamment la forme et la désignation de la société, son adresse, le n° SIRET du principal établissement, le code ISIN pour les sociétés cotées, le nombre total des titres et leur montant du capital social pour les sociétés non cotées.

Valeur(s) : évaluer les biens à leur valeur vénale au jour de la révélation sans distraction des charges éventuelles.
Pour les sommes d'argent, indiquer la valeur nominale globale (somme reçue).
Pour les valeurs cotées en bourse, se référer à la cote officielle.
La valeur des biens est obligatoirement en euros. L'arrondissement est effectué à l'euro le plus proche. Les bases inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

CADRE VI : RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES

Servir ce cadre dans le cas où il est intervenu entre les parties visées aux cadres II et III une (ou des) donation(s) :

– non enregistrée(s) quelle que soit leur date ;
– enregistrée(s) depuis six ans au plus à compter de la date de révélation portée au cadre I (article 784 du code général des impôts).Dans la négative, porter la mention « NÉANT ».

CADRE VII : LIQUIDATION DES DROITS

Ce cadre est réservé à l'administration pour le calcul de l'impôt dû. Toutefois, lorsque vous connaissez les règles applicables, vous pouvez liquider et calculer les droits d'enregistrement dont vous vous estimez redevable, sous réserve d'un contrôle de l'administration (en respectant les règles d'arrondissement définies aux cadres IV et V).
La partie inférieure est toujours réservée au receveur des impôts.

SANCTIONS

En cas de dépôt hors délai ou d'insuffisance de déclaration, les sanctions fiscales applicables sont prévues aux articles 1727 à 1731 du code général des impôts.

FC2G
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000,00 euros
Siège social : 30, Cours des Girondins
33500 LIBOURNE
RCS de LIBOURNE : 452 530 868

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 20 JUIN 2006

L'an DEUX MIL SIX,

Le 20 juin,

A 13H30,

Les associés de FC2G, société à responsabilité limitée au capital de 10 000,00 euros, divisé en 100 parts de 100,00 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 19, rue Hoche à VANNES, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

Monsieur Gérard FOURCEAUX, propriétaire de cinquante-deux parts sociales, ci	52 parts,
Madame Claudine PETRINY, propriétaire de vingt-huit parts sociales, ci	28 parts,
Monsieur Franck FOURCEAUX, propriétaire de dix parts sociales, ci	10 parts,
Madame Céline FOURCEAUX, propriétaire de dix parts sociales, ci	10 parts,

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Gérard FOURCEAUX, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,

- Modification des statuts après réalisation d'une donation de parts,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,

- le rapport de la gérance,

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir pris connaissance que Madame Claudine PETRINY épouse FOURCEAUX, associée, fait une donation de 20 parts lui appartenant dans la Société, à :

- Monsieur Franck FOURCEAUX, également associé, pour 10 parts,
- Madame Céline FOURCEAUX épouse PIGEON, également associée, pour 10 parts,

l'Assemblée Générale décide de remplacer l'article 8 des statuts par les dispositions suivantes :

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Suite à la donation intervenue et constatée par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 juin 2006, les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Gérard FOURCEAUX, 52 parts sociales numérotées de 1 à 52	52 parts
à Madame Claudine PETRINY, 8 parts sociales numérotées de 53 à 60	8 parts
à Monsieur Franck FOURCEAUX, 20 parts sociales numérotées de 61 à 70 et de 81 à 90	20 parts
à Madame Céline FOURCEAUX, 20 parts sociales numérotées de 71 à 80 et de 91 à 100	20 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 100 parts sociales.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

Cette donation a été déclarée au S.I.E de VANNES GOLFE ; L'imprimé 2735 « Déclaration de don manuel » a été adressé au Centre des Impôts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant.

Monsieur Gérard FOURCEAUX

Madame Claude PETRINY

Monsieur Frank FOURCEAUX

Madame Céline PIGEON

FC2G
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 Euros
Siège social : 30, Cours des Girondins
33500 LIBOURNE

STATUTS MODIFIES

PAR ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

EN DATE DU 20 JUIN 2006

Copie certifiée Conforme

FC2G
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 Euros
Siège social : 30, Cours des Girondins
33500 LIBOURNE

STATUTS

« Verso de la présente feuille annulé » Article 905 du C.G.I.

LF
FF CP GF

Les soussignés :

Monsieur Gérard FOURCEAUX
demeurant Moulin de Pomper 56870 BADEN
né le 13 juillet 1947 à CARNAC
Marié avec Madame Claudine PETRINY le 18 octobre 1969, sans contrat de mariage préalable à leur union
de nationalité française

Madame Claudine PETRINY
demeurant Le Moulin de Pomper 56870 BADEN
née le 28/09/1948 à BRANCOURT LE GRAND (02)
Mariée avec Monsieur Gérard FOURCEAUX le 18 octobre 1969, sans contrat de mariage préalable à leur union
de nationalité Française

Monsieur Franck FOURCEAUX
demeurant Berval 56890 ST AVE
né le 26/08/1970 à SAINT QUENTIN
Marié avec Madame PEHU Laëtitia le 05 avril 2003, avec contrat de mariage reçu par Maître HENAFF, Notaire à VANNES, le 27 mars 2003, préalable à leur union célébrée à la Mairie de SAINT AVE,
de nationalité Française

Madame Céline FOURCEAUX
demeurant Lann Vihan 56870 BADEN
née le 10/03/1973 à SAINT QUENTIN
Mariée avec Monsieur Nicolas PIGEON, le 07 août 1999, avec contrat de mariage reçu par Maître HENAFF, Notaire à VANNES, le 15 juillet 1999, préalable à leur union célébrée à la Mairie de BADEN,
de nationalité Française

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'activité de marchand de biens et maîtrise d'ouvrage déléguée et toute construction de bâtiment,

CF

FF CP GF

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : FC2G.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 30, Cours des Girondins, 33500 LIBOURNE.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du département par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est apporté en numéraire :

LE

ff CP GF

par Monsieur Gérard FOURCEAUX,	
la somme de CINQ MILLE DEUX CENT EUROS	5.200,00 €
par Madame Claudine PETRINY,	
la somme de DEUX MILLE HUIT CENT EUROS	2.800,00 €
par Monsieur Franck FOURCEAUX,	
la somme de MILLE EUROS	1.000,00 €
par Madame Céline FOURCEAUX,	
la somme de MILLE EUROS	1.000,00 €
Soit au total,	10.000,00 €

Soit au total la somme de DIX MILLE EUROS Euros (10.000 Euros), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST, Z.I du Prat 56000 VANNES, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à DIX MILLE Euros (10 000 Euros).

Il est divisé en 100 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Suite à la donation intervenue et constatée par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 juin 2006, les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Gérard FOURCEAUX, 52 parts sociales numérotées de 1 à 52	52 parts
à Madame Claudine PETRINY, 8 parts sociales numérotées de 53 à 60	8 parts
à Monsieur Franck FOURCEAUX, 20 parts sociales numérotées de 61 à 70 et de 81 à 90	20 parts
à Madame Céline FOURCEAUX, 20 parts sociales numérotées de 71 à 80 et de 91 à 100	20 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	100 parts sociales.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

« Verso de la présente feuille annulé » Article 905 du C.G.I.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à porter celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu par la loi, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la

CF GF FF CF

Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 14 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit

CF

GF

FF CF

projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une seule fois par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

CF

GC

FF CP

3 - Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur identité et de leur qualité héréditaire auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 16 - GERANCE

La Société est administrée par Monsieur Gérard FOURCEAUX, associé.

Le gérant peut recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.
Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du gérant sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le gérant est responsable, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

CF

GF

CF CP

« Verso de la présente feuille annulé » Article 905 du C.G.I.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre le gérant pour fautes commises dans l'accomplissement de son mandat.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :
- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet desdites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

CF

CF CF

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas

échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Toutefois, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation d'un gérant sont toujours prises à la majorité absolue des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la majorité simple des votes émis.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :
- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves,
- par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 22 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2004.

« Verso de la présente feuille annulé » Article 905 du C.G.I.

FF CF FF CF

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par la loi et le décret.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 25 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.
Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui

CF GF FF CR

n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 30 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à VANNES

Le 08 mars 2004

En 5 exemplaires
que requis par la loi

Monsieur Gérard FOURCEAUX
(Mention manuscrite « *Bon pour acceptation des fonctions de gérant* »)

Bon pour acceptation des fonctions de gérant

Madame Claudine FOURCEAUX

Monsieur Franck FOURCEAUX

Madame Céline PIGEON

Cadre réservé à l'enregistrement

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE LIBOURNE OUEST
Le 12/03/2004 Bordereau n°2004/202 Case n°2 Ext 855

Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré

Total liquidé : zéro euro
L'Agent

Françoise PASQUIS

« Verso de la présente feuille annulé » Article 905 du C.G.I.